



REPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE

**PROJET D'ALLOCUTION DU DR. ERNESTO GOVE,
GOUVERNEUR TEMPORAIRE REPRESENTANT LE
MOZAMBIQUE, A L'OCCASION DES ASSEMBLEES
ANNUELLES DU GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE
DEVELOPPEMENT, 27– 28 MAI 2010, ABIDJAN,
COTE D'IVOIRE**

Excellence, Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs du Groupe de la Banque africaine de développement,
Excellence, Dr. Donald Kaberuka, Président de la Banque africaine de développement,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Au nom du Gouvernement du Mozambique, permettez-moi d'adresser mes remerciements au Groupe de la BAD pour sa contribution courageuse et permanente au développement économique et social de notre continent.

Je voudrais saluer les organisateurs des présentes assises, pour le choix d'un thème de grande importance et d'actualité qui renforce l'idée selon laquelle le développement durable doit être accompagné de fortes mesures de protection de l'environ.

La dégradation de l'environnement risque d'annihiler toutes les avancées enregistrées en matière de développement et de mettre en péril l'atteinte des principaux objectifs de la coopération internationale en matière de développement, tout en compromettant les Objectifs du Millénaire pour le développement, la lutte contre la pauvreté extrême et la faim à l'horizon de 2015.

Certes, nous sommes conscients de la nécessité de la croissance, mais si nous voulons que cette croissance ait des effets positifs à long terme, nous devons tenir compte des changements climatiques dès la phase de la planification des projets de développement.

De plus, il convient de veiller systématiquement à ce que les risques liés aux changements climatiques soient convenablement évalués pour tous les projets ou programmes.

Etant donné que beaucoup de pays africains, dont les populations sont essentiellement tributaires de l'agriculture de subsistance, ont une faible capacité financière qui ne leur permet pas de développer les infrastructures et les technologies nécessaires pour prévenir et atténuer les effets de ces changements climatiques, il convient de négocier avec les pays développés l'application du Mécanisme de développement propre, qui permet aux pays en développement de mettre en oeuvre des projets de contrôle des émissions de gaz à travers le "crédit de carbone".

Le phénomène de réchauffement planétaire constitue l'un des plus grands défis auxquels la civilisation du XXI^e siècle est confrontée. Bien que des projets d'accords soient en cours de négociation entre les pays à la recherche de solutions concrètes, beaucoup reste encore à faire, soit à travers la mise en oeuvre d'actions vigoureuses globalement concertées, soit à travers l'adoption d'instruments de financement assortis de conditions d'accès flexibles et accélérées.

Etant donné qu'il s'agit d'un problème complexe et planétaire, il est urgent que des solutions coordonnées et intégrées soient trouvées par les gouvernements, les institutions financières internationales, les entreprises et la société civile.

Mesdames et Messieurs,

Nous saluons les efforts du Groupe de la BAD, sous la conduite de son Président, Dr. Donald Kaberuka, qui a réagi avec sagesse et célérité aux effets négatifs de la crise financière sur le développement de nos pays.

A cet égard, nous voudrions exprimer toute notre reconnaissance au Groupe de la Banque qui, en dépit des grandes difficultés engendrées par la crise économique au cours de l'année 2009, n'a ménagé aucun effort pour satisfaire les demandes de nos pays en matière d'aide au développement.

Dans le cadre de sa stratégie d'intégration régionale pour la période 2009 - 2012, dont elle reconnaît l'importance, la BAD a accordé une grande attention aux besoins émergents de ce processus.

Dans ce contexte, nous nous réjouissons de noter l'accroissement de l'aide de la BAD aux initiatives multinationales, avec un accent particulier sur le développement des infrastructures et les finances, à travers des appuis aux banques régionales de développement ainsi qu'à l'établissement ou au renforcement de partenariats avec les principales parties intéressées en vue de la création ou du renforcement des capacités des institutions financières régionales.

Nous sommes convaincus que dans ce domaine, la BAD est sur la bonne voie, car le développement des infrastructures régionales et l'expansion de guichets alternatifs pour leur financement constituent l'un des grands défis à relever pour réussir l'intégration régionale.

Nous saluons la mise en oeuvre du processus de décentralisation encouragé par la BAD, qui a apporté une nouvelle dynamique en matière de décaissement de ses ressources. En effet, nous avons noté des améliorations dans l'exécution des projets et en ce qui concerne le dialogue harmonisé avec les autres partenaires. Toutefois, pour maintenir, voire améliorer le niveau de ses prestations, la Banque doit poursuivre l'amélioration des conditions de travail de ses représentations, notamment en renforçant leurs pouvoirs de décision opérationnelle et en améliorant les conditions de communication.

Mesdames et Messieurs,

Nous nous réjouissons de la décision d'accroître le capital général de la Banque de 200%. Nous pensons que cet accroissement renforcera de plus en plus l'assistance de la Banque aux programmes de développement et à la lutte contre la pauvreté dans nos pays.

Le Mozambique voudrait réaffirmer sa disponibilité totale à collaborer et à contribuer en vue de la mise en oeuvre effective de cette décision.

Toutefois, nous avons l'espoir qu'avec l'augmentation des ressources, la BAD envisagera de manière concrète et directe l'accroissement des financements liés aux projets publics et privés dans tous les pays membres régionaux.

Aussi demandons-nous à la Banque de prendre les mesures nécessaires afin que le guichet de financement de la Banque bénéficie également de manière concrète et directe aux pays les plus nécessiteux, dont le Mozambique.

Nous saluons l'appui accordé par les donateurs à travers la reconstitution des fonds du FAD. Il ne fait pas de doute que cet appui a contribué substantiellement au développement socioéconomique et à l'amélioration du climat des négociations dans les pays à faibles revenus, comme le Mozambique.

Permettez-moi de noter ici que les négociations sont en cours en vue de la XII^e Reconstitution des ressources du FAD. Nous avons l'espoir que nos partenaires bilatéraux feront le maximum d'efforts pour accroître substantiellement cette aide, compte tenu des besoins croissants des pays éligibles au Fonds. De plus, nous encourageons l'adoption d'initiatives qui permettront la participation du guichet du FAD au financement de projets lucratifs, notamment ceux relevant du partenariat public-privé.

Mesdames et Messieurs,

Nous exprimons notre grande estime et tous nos égards aux Administrateurs arrivés en fin de mandat, et nous leur adressons nos remerciements pour leur contribution au renforcement du dialogue et de la coopération entre les pays membres et le Groupe de la BAD. Puissent nos vœux de succès les accompagner dans les nouvelles fonctions qu'ils exerceront dans leurs pays respectifs.

Nous souhaitons la bienvenue à leurs successeurs et nous prenons d'ores et déjà l'engagement de ne ménager aucun effort pour collaborer avec eux afin que leur travail soit couronné de succès.

Nous manifestons notre satisfaction pour la réélection du Président, Dr. Donald Kaberuka, un dirigeant sage qui a une connaissance profonde des grands défis auxquels nos pays sont confrontés en matière de développement. Nous espérons que ses qualités vont se multiplier et permettront à la BAD d'atteindre son principal objectif, au cours des cinq prochaines années.

Pour terminer, nous adressons nos sincères remerciements aux organisateurs des présentes assises et au Gouvernement de la Côte d'Ivoire, pour l'accueil chaleureux dont nous avons été l'objet. Nous nous sommes sentis chez nous pendant la semaine que nous avons passée ici.

Je vous remercie.

